

Louis Gallois dénonce une « volonté politique de minorer le nombre de SDF »

Le président de la Fédération des acteurs de la solidarité accuse certains préfets de ne pas compter certaines catégories de sans-abri.

LE MONDE | 11.02.2018 à 10h22 • Mis à jour le 11.02.2018 à 16h19

Abonnez vous à partir de 1 € [Réagir](#) [Ajouter](#)

Partager [Twitter](#)

fermer

« *Des propos insupportables.* » Louis Gallois a exprimé, dimanche 11 février, sa colère [dans le Journal du dimanche](#), après les polémiques politiques sur le nombre de sans-domicile-fixe à Paris. L'ancien président de la SNCF ou d'EADS est désormais président de la Fédération des acteurs de la solidarité, qui regroupe 870 associations de lutte contre la pauvreté et gère les centres d'hébergement.

Il déplore les déclarations du secrétaire d'Etat à la cohésion des territoires, Julien Denormandie, qui assurait le 30 janvier que seuls une cinquantaine de SDF dormaient dehors en Ile-de-France, appuyé par le député de Paris Sylvain Maillard, qui a ensuite expliqué que la majorité des SDF restaient à la rue « *par choix* ». Deux affirmations qui vont à l'encontre de la réalité.

Vérification : [Non, « l'immense majorité des SDF » ne choisit pas de « dormir dans la rue »](#)

Un comptage bénévole le 15 février

Selon Louis Gallois, le SAMU social de Paris estime que « 2 000 à 3 000 » personnes sont durablement à la rue. Une opération de comptage va être réalisée par des bénévoles le 15 février pour mieux cerner le profil de ces sans-abri. La dernière enquête nationale, réalisée par l'Insee, remonte à 2012. On comptait alors 143 000 SDF en France.

Le président de la Fédération des acteurs de la solidarité s'inquiète d'une « *volonté politique de minorer le nombre de SDF* » pour atteindre la promesse d'Emmanuel Macron que plus personne ne vive dans la rue fin 2017. M. Gallois affirme que certains préfets excluent de leur décompte les célibataires, les personnes vivant sous des tentes ou certains étrangers – il cite notamment le Rhône, où « *le préfet a demandé de ne pas compter un campement d'Albanais* ».

Enquête : [Le comptage des SDF organisé par la Ville de Paris gêne la préfecture](#)

Ces polémiques sur le décompte des personnes à la rue occultent, selon M. Gallois, de réels efforts du gouvernement pour augmenter le nombre de places d'hébergement, « *passés de 131 300 (places pérennes et temporaires) en janvier 2017 à 145 800 cet hiver, sans compter le plan grand froid et ses mille places. Soit une hausse de 11 %.* » Il appelle, en revanche, à pérenniser les 13 800 places ouvertes durant la période hivernale, à développer les logements sociaux et à délivrer davantage de titres de séjour aux migrants en France depuis plus de deux ans, pour qu'ils puissent se loger et quitter les centres d'hébergement et les campements.

« La rue n'est pas une situation choisie »

Dimanche après-midi, Julien Denormandie a vivement réagi aux accusations de Louis Gallois durant l'émission [Le grand jury sur RTL](#), en partenariat avec *Le Figaro* et LCI. « *Je refuse ce que dit Louis Gallois, comme quoi le gouvernement chercherait à minimiser les chiffres. Je refuse totalement une telle accusation* », a-t-il répété.

Justifiant le chiffre de cinquante personnes qu'il avait initialement avancé, le secrétaire d'Etat à la cohésion des territoires a assuré :

« Je parle du nombre de personnes qui appellent le SAMU social de Paris en fin de journée et à qui on dit (...) “nous ne sommes pas en capacité de vous offrir un hébergement” (...), le chiffre correspond précisément à cela », mais « ce chiffre évidemment, évidemment, ne correspond pas au nombre de personnes qui dorment dans la rue. »

Il a également rejeté les propos tenus par le député Sylvain Maillard, affirmant qu'il n'était « *absolument pas en phase avec cela* ». « *Être dans la rue ce n'est pas une situation choisie, c'est une situation subie, la rue ça tue* », a-t-il déclaré.